

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.  
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.  
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Amann, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.  
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.  
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

# LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.  
 Le numéro, ..... 45 centimes.  
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.  
 Le numéro, ..... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.  
 Chez MM. Fauchey, Jaffette & Co  
 Place de la Bourse, 8  
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12  
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

## APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

|                     | Baisse   | Baisse     |
|---------------------|----------|------------|
| 3 0/0 .....         | 81 75    | » » » 05   |
| 3 0/0 amortiss. .   | 83 25    | » » » 05   |
| 4 1/2 0/0 1883 ..   | 100 55   | » » » 05   |
| Cons. anglais ..    | 100 1/16 | » » » 10   |
| Flor. autric. (or). | 95 75    | » » » 10   |
| Esp. Extér. nouv.   | 56 3/4   | » » » 1/4  |
| Egyptien 6 0/0 ..   | 335      | » » » 1 25 |
| Ch. Egyptiens ..    | 455      | » » » 1 25 |
| Turc 4 0/0 (nouv.)  | 17 10    | » » » 10   |
| Banque ottomane     | 545      | » » » 10   |

## DERNIER AVIS

Nous remercions Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, et les lecteurs de la Patrie qui nous ont envoyé aussitôt des demandes et des listes d'abonnements d'élections.

Tous ces abonnements sont exactement servis, et nous ne doutons pas de leur favorable influence sur le résultat que nous attendons prochainement.

Cependant, pour assurer davantage ce succès, nous prions de nouveau ceux de nos amis politiques qui ne l'auraient pas encore fait de nous envoyer sans retard les listes des personnes auxquelles ils désiraient faire servir LA PATRIE, au prix de propagande de

## CINQ FRANCS

seulement par abonnement jusqu'à la fin de la période électorale.

C'est un dernier appel que nous adressons aussi à tous les conservateurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

## PARIS, 11 SEPTEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### L'INCIDENT DES ILES CAROLINES

Londres, 11 septembre.  
 On mande de Madrid au Daily Telegraph, le 10 :

Un courrier spécial est parti aujourd'hui pour l'Allemagne. Cette Note, qui a été approuvée dans le conseil de cabinet réuni cette après-midi, demande que l'Allemagne renonce formellement à l'intention d'établir son protectorat sur les archipels des Carolines et des Palaos. Elle déclare que dans l'état actuel de surexcitation de l'opinion publique en Espagne, le gouvernement n'obtiendrait pas cette garantie, serait dans l'impossibilité de donner satisfaction pour l'insulte faite au drapeau allemand.

D'autre part, le Times publie la dépêche suivante, qui lui est également adressée de Madrid :

Loïn de refus de l'Allemagne la satisfaction demandée par l'Espagne, la Note espagnole la donne aussi complète et aussi adroite que possible; il n'y a pas le moindre doute que l'Allemagne se déclarera pleinement satisfaite des explications qu'on lui donne et des excuses qui lui sont faites.

Le terrain est maintenant déblayé pour le règlement amical de la question principale.

Madrid, 10 septembre, 5 heures soir.  
 L'ordre matériel n'est pas troublé et on constate dans les esprits et dans la presse un peu plus de calme.

Madrid, 10 septembre, 7 heures soir.  
 Les consuls d'Allemagne à Carthagène et à Linares, qui sont Espagnols, ont donné leur démission.

D'après les journaux, la réponse de l'Espagne à l'Allemagne, arrêtée en conseil des ministres aujourd'hui, maintient énergiquement les droits de l'Espagne sur les Carolines, les Mariannes et les archipels Marshall et Gilbert.

Le conseil des ministres, présidé par le roi, a approuvé cette note qui a été expédiée à Berlin par un courrier de cabinet.

Le conseil aurait décidé également d'attendre la réponse de l'Allemagne avant d'accorder une réparation au dr. allemand pour les derniers événements.

### INTERIEUR

L'agence Havas nous dit qu'il est inexact que M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, ait mandé à son cabinet les préfets des départements limitrophes de l'Espagne pour leur donner des instructions spéciales.

Toulon, 11 septembre, 10 h. 50 matin.  
 Il y a eu, depuis hier soir, trois décès chochériques en ville; la situation n'a subi aucun changement.

On signale encore quelques cas graves.

Cherbourg, 11 septembre.  
 Il souffle une très violente tempête d'ouest avec grains.

Le cote de Cherbourg, l'Avon, a fait cote sur les rochers de Melle; l'équipage a été sauvé. Les bâtiments de guerre sont sous pression, les vapeurs de commerce relâchent.

Le bureau météorologique du New-York Herald nous communique la dépêche suivante :

New-York, 10 septembre.  
 Une tempête dont le centre est à présent près de la Nouvelle-Ecosse et se dirige de

L'est au Nord-Est, occasionnera probablement des perturbations dans le temps de la Grande-Bretagne, de la France et de la Norvège, entre l'après-midi du 14 et le 16.

### EXTÉRIEUR

Londres, 11 septembre.  
 Le protocole constatant l'accord des cabinets de Saint-Petersbourg et de Londres sur le tracé de délimitation qui doit servir de base à la fixation de la frontière définitive entre les nouvelles possessions russes de l'Asie centrale et l'Afghanistan a été signé hier, dans l'après-midi, au Foreign-Office.

L'accord s'est établi au sujet de Zulicaf, sur la base des dernières propositions russes qui ont été acceptées par le gouvernement anglais.

Il est convenu que la commission de délimitation anglo-russe se trouvera rendue sur les lieux de manière que les travaux de la délimitation définitive puissent commencer dans deux mois.

### INFORMATIONS

La nomination du prince de Hohenlohe, en qualité de gouverneur d'Alsace-Lorraine, ne sera pas rendue officielle avant la fin du mois.

Pourquoi ce retard ? C'est, assure-t-on, que l'empereur Guillaume, ou plutôt le prince de Bismarck, n'a pu encore désigner le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Paris.

Plusieurs personnages, notamment le comte de Munster, auxquels ce poste a été offert, se sont refusés.

On parle plus que jamais de la candidature de M. de Radowitz, aujourd'hui représentant de l'empereur Guillaume près la Sublime-Porte.

M. Lossen est nommé consul d'Allemagne à Paris; il s'agit d'un poste nouveau nécessité par la multiplicité des affaires incombant au consulat général actuel.

M. Lossen arrivera à Paris vers la fin du mois.

Les nouvelles du conflit hispano-allemand, reçues au ministère des affaires étrangères sont des plus favorables : on ne doute pas, au quai d'Orsay, d'une solution pacifique. Et la meilleure preuve que l'on en puisse donner, c'est que M. de Ring, directeur de la politique, doit prochainement s'absenter pour prendre un repos de quelques jours.

### AVIS AUX ÉLECTEURS

#### Deux dates

En 1869, c'est-à-dire l'année qui a précédé la réapparition de la République, les contribuables payaient à l'Etat, comme recettes du budget ordinaire, une somme de 1 milliard 864 millions 752,000 francs.

En 1883, les recettes du même budget ordinaire, alimentées par l'impôt, s'élevaient à 3 milliards 22 millions 385,000 francs.

La différence, soit onze cent cinquante-sept millions et demi, représente ce que les contribuables ont actuellement à payer de plus qu'en 1869.

Les frais de la guerre ayant causé une augmentation d'impôts de 563 millions, le reste (539 millions et demi) est à mettre au compte exclusif du régime républicain.

La République a donc coûté au pays plus que la guerre et l'invasion allemande.

### La candidature officielle

La Paix nous donne un précieux renseignement.

Elle dit qu'il est assez difficile que le directeur d'une usine à laquelle le gouvernement a fait des commandes, accepte une candidature qui ne soit pas gouvernementale.

Ainsi tout industriel qui fait une fourniture au gouvernement ne peut se présenter à la députation que sous les auspices du cabinet. Faute de quoi, on lui donne à entendre qu'on ne se gênera pas pour quitter son usine.

On a sans doute la bonté de ne pas le forcer à poser sa candidature; mais, si la pose, il faut que ce soit comme candidat non défavorable au gouvernement.

Pourquoi ne pas appeler les choses par leur nom ? — C'est là de la candidature officielle.

Mieux encore : c'est de la provocation à ce genre de candidature, que la République rougirait de nommer, mais qu'elle pratique sournoisement avec tant de circonstances aggravantes.

Nous apprenons par le Mémorial de l'Allier que M. Boulard, député sortant pour le département du Cher, a reçu de M. Henri Brisson la promesse d'un siège de conseiller à la cour de cassation.

Les seuls titres de M. Boulard, à une pareille faveur seraient d'avoir servi les intérêts de M. Henri Brisson qui, comme on le sait, se présente dans le Cher.

M. Boulard, en effet, est tout dévoué au président actuel du conseil, et il le lui a déjà prouvé par son hostilité contre l'autre Brisson; car il ne faut pas oublier qu'il existe deux Brissons, Henri et Eugène; Eugène est le cousin et le beau-frère de Henri, mais il est en même temps son ennemi acharné, et il lutte de toutes ses forces pour le supplanter dans la vie politique.

Mais Henri a pour lui Boulard.

Si donc M. Boulard parvient à faire élire dans le Cher M. Henri Brisson, il sera récompensé d'une belle place comme il est dit ci-dessus.

Aussi, va-t-il faire tout son possible pour arracher les suffrages des électeurs.

Sa tâche consiste en somme à se faire un agent de candidature officielle — puis-que le président du conseil est le candidat officiel par excellence.

An reste, ce n'est pas la première fois que M. Henri Brisson met à contribution, dans le Cher, les ressorts de l'administration, et l'on n'a pas oublié comment il fut naguère proclamé conseiller général sans avoir été loyalement élu, et grâce à certain procédé qui consista à augmenter après coup le chiffre des suffrages.

Mais, cette fois, les électeurs du Cher surveilleront attentivement le scrutin.

Et nous espérons, en conséquence, que M. Henri Brisson se prépare le superbe échec officiel dont il est si digne.

La crise commerciale s'aggrave à Paris d'une manière inattendue. Nous relevons aujourd'hui un fait qui en est la meilleure preuve. Pendant le mois d'août, le tribunal de commerce de la Seine a prononcé 152 déclarations de faillites, et du 1<sup>er</sup> au 9 septembre il y en a eu 110.

### LA

## CONCENTRATION RÉPUBLICAINE

Nous ouvrons deux journaux ministériels.

Dans l'un nous lisons : « Le discours de M. Brisson ne rencontre, dans les rangs du parti républicain, abstraction faite de quelques rares mécontents systématiques, que des approbateurs. »

L'autre journal gouvernemental dit, au contraire, que « la presse d'extrême-gauche paraît avoir été doublement surprise; que le Radical se borne à commenter un passage; que l'Intransigeant dédaigne ce long discours; que, seules, la Justice et la Bataille analysent la harangue et que c'est pour en faire une longue critique. »

Voilà donc deux journaux du même parti, de la même nuance, deux journaux qui sont également dévoués à l'opportunisme en général et au cabinet actuel en particulier, deux journaux qui ne rêvent que cette unité de vues dans le parti républicain qui forme l'idéal ministériel de M. Brisson; et ces deux journaux ne peuvent même pas se mettre d'accord sur les appréciations dont les déclarations de leur chef sont l'objet !

Un voit tout en rose, et l'autre tout en noir.

Le premier n'a entendu que des applaudissements; le second n'a été frappé que des murmures.

Certes, il nous importe peu de savoir lequel a raison, et nous ne venons pas essayer de rectifier les erreurs de celui-ci ou de celui-là.

Mais il nous appartient de faire cette remarque : que l'unité républicaine, préchée, réclamée et promise par le chef du cabinet, des son arrivée au pouvoir, le fut avec une obstination bien complète, et qui doit l'inviter à faire plus d'une réflexion amère.

Comment, en effet, pourrait-il se flatter encore d'arriver à la concentration des opinions diverses de tous les républicains, quand il ne parvient pas à obtenir la moindre cohésion dans les jugements et les observations de ceux mêmes qui l'environnent ?

Chacun tire à soi et voit comme il peut. Jusque dans les petits faits et les incidents médiocres, la dispersion des opinions républicaines se manifeste et s'accuse; et ce n'est pas seulement le parti républicain pris dans son acception générale qui est divisé, c'est l'opportunisme lui-même.

Que d'illusions M. Henri Brisson a donc dû perdre, depuis cinq mois qu'il est aux affaires, si toutefois son doctrinarisme droit ne l'avengne pas tout à fait, et s'il est doué, si peu que ce soit, de la faculté d'observer les événements et de comprendre les leçons qu'ils portent toujours avec eux !

Il a fait appel, dès le printemps de son ministère, aux républicains de tous les groupes et de toutes les factions. Il leur a dit que leur avenir était incertain, et il leur a montré, d'un geste discret mais inquiet, le peuple de France mécontent de la situation faite au pays par la République; il a témoigné, plus encore par son attitude que par ses paroles, que la lutte électorale le troublait et l'inquiétait; il a enfin adjuré tous ceux qui, à un degré quelconque, se réclament de l'étiquette républicaine, de se préparer pour la défense commune et de marcher avec lui, coudes contre coudes, et en rangs pressés, au scrutin dont il a fixé la date au 4 octobre.

Ils n'ont point tardé à lui répondre.

A peine avait-il proclamé la nécessité de la concentration républicaine, que ceux auxquels il s'adressait se sont envolés comme piroettes goudaillères, se dispersant dans toutes les directions, et le laissant, comme un ordonnateur des pompes funèbres, tout seul avec son mort, qui est M. Jules Ferry.

Avant qu'il fut ministre, tous se plaisaient à vanter son impartialité et son austérité.

Devenu ministre, il est du même coup devenu suspect.

Ses anciens compagnons n'ont plus vu

en lui que l'héritier intéressé du triste Tonkinois, et il ne lui est resté que le rôle de l'indigène, les officieux de tous les cabinets, la troupe qui acclame à tour et à tour à leur abandonna MM. Gambetta, de Freycinet et Ferry.

Encore cette troupe résignée à toutes les docilités républicaines a-t-elle perdu aussi sa vieille cohésion : le grand U n'a plus de prestige et l'opportunisme est débordé.

Voilà donc la concentration sur laquelle M. Brisson fondait tant d'espérances !

Il s'imaginait faire mieux que ses prédécesseurs, et donner enfin au parti républicain l'unité et la force d'un parti de gouvernement.

Les quatre vents du ciel ont soufflé sur ce rêve, et le soi-disant parti de gouvernement a été emporté à tous les horizons.

Ce que signifie cette dispersion invétérée et définitive des républicains, M. Henri Brisson se refuse peut-être à le comprendre.

Mais les électeurs savent ce que cela veut dire : et cela veut dire que la République n'est pas un parti de gouvernement, parce que tout simplement la République n'est pas la manifestation de la souveraineté nationale.

### CHRONIQUE ÉLECTORALE

GIROUDE. — L'accord est définitivement conclu entre tous les conservateurs de la Gironde. Dans ce département, les Impérialistes n'avaient voulu discuter ni la répartition des sièges ni les noms des candidats. Mais ils demandaient l'adoption d'une déclaration commune, affirmant le respect de tous pour la volonté nationale. Cette déclaration a été acceptée par tous les candidats et sera inscrite dans la profession de foi signée de tous leurs noms.

En voici le texte :

« Respectueux de la volonté du Pays et du Suffrage universel, nous aidons la France à redevenir maîtresse de ses destinées. »

La liste se compose de :

MM. l'amiral Dompierre d'Hornoy, Baron Haussmann, Robert Mitchell, Drollé, Duc Decazes, Marquis de Lur-Saluces, Chales, Froin, Troplong, Larrieu, Princeteau.

ARIEGE. — M. Allain-Targé est comme M. Henri Brisson : il cherche un département hospitalier où poser sa candidature.

Ayant cru qu'on le désirait dans l'Ariege, il a écrit aux présidents des comités républicains de Pamiers et de Saint-Girons : « Je serais très heureux d'être choisi par le parti républicain de l'Ariege. »

Appel fut donc fait à ce parti républicain; on invita le congrès électoral de Foix à acclamer le citoyen ministre de l'intérieur.

Et savez-vous combien de mains se levèrent pour M. Allain-Targé ? — Deux, pas une de plus... Rien que deux, comme dit M. le ministre.

C'est par erreur que le Matin a mêlé le nom de M. Paul Dupont à ceux des candidats que le comité de la rue des Pyramides se proposait d'adopter. M. Paul Dupont n'a pas accepté la candidature de la Dordogne; il la refuserait absolument à Paris.

M. Paul Dupont s'abstient de politique; il réserve ses soins pour les grands intérêts industriels qui lui sont confiés.

### MASSACRES DANS L'ANNAM

Les nouvelles de l'Annam sont mauvaises.

Le général en chef a adressé au ministre de la guerre la dépêche suivante :

Huê, 10 septembre.  
 Le premier régent, Thuong, a été arrêté mardi et conduit au bagne de Pulocondor. Il a été remplacé par le gouverneur d'Annam.

De nombreux massacres ont signalés dans les provinces de Quinhon et Tourane. Thuyet est toujours dans les montagnes d'Annam.

Il n'y a pas de Pavillons-Noirs dans l'Annam.

La ville de Hué est tranquille. L'épidémie est en décroissance. Il y a eu hier 24 décès.

Le moral des troupes est excellent. Le général de Courcy dirige les opérations.

Tels sont les résultats de la paix : vraiment, c'est à se demander, après avoir entendu les discours de M. J. Ferry, si l'impudence d'un opportuniste peut avoir des bornes.

### LE PRODUIT DES IMPÔTS

En dépit de toutes les affirmations officielles et officieuses, relativement à la prospérité de la République et à la satisfaction des contribuables, voici que les documents officiels prouvent le contraire :

Le ministère des finances vient de faire le relevé du produit des impôts et revenus indirects pendant le mois d'août dernier.

On a constaté qu'il y a une moins-value de 2 millions 899,900 francs par rapport

aux évaluations budgétaires et une moins-value de 198,000 francs par rapport au produit d'août 1884.

Si l'on compare les diverses natures d'impôts aux évaluations budgétaires, on constate que les moins-values proviennent de l'imregistrement jusqu'à concurrence de 1,800,000 francs, des contributions indirectes jusqu'à concurrence de 1,600,000 francs, des douanes jusqu'à concurrence d'un million.

Le produit des impôts et revenus indirects pendant les huit premiers mois de 1883 donne une moins-value de 17,585,000 francs par rapport aux évaluations budgétaires.

La taxe des valeurs mobilières a donné pour le mois d'août dernier une moins-value de 9,500 francs par rapport aux évaluations budgétaires.

Pour les huit premiers mois de 1883, la même taxe a donné une moins-value de 2,783,500 francs par rapport aux évaluations budgétaires et une moins-value de 954,500 francs par rapport à la période correspondante de 1884.

## ÉCHOS

### LA TEMPÉRATURE

#### SITUATION GÉNÉRALE AU 11 SEPTEMBRE

La température baisse sur l'Ouest et le Nord de l'Europe.

En France, le temps est à averses dans l'Ouest et de fortes pluies se produisent dans l'Est.

Hier, à Paris, la journée a été belle, il a plu pendant la nuit et le vent souffle avec force depuis deux heures du matin.

#### SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent calme de Dunkerque au Havre; tempête de N.-O. du Havre à Brest.

Océan. — Mauvais temps des régions Ouest.

MÉDITERRANÉE. — Vent N.-O. faible; mer peu agitée.

Aujourd'hui, 11 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

À sept heures du matin ..... + 11 5/8

À onze heures du matin ..... + 12 2/8

À deux heures du soir ..... + 13 3/8

Température la plus basse de la nuit + 11 3/8

Le baromètre est à 749 millimètres 5.

Ainsi que nous l'avons annoncé, les ministres se sont réunis hier, dans l'après-midi, en conseil de cabinet, au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson.

Tous les ministres, à l'exception de l'amiral Gahber, qui est à la campagne, assistaient à ce conseil.

M. de Freycinet a fait part à ses collègues de l'intention qu'il a eu au sujet des événements d'Espagne, avec le président de la République.

Il a résumé les notes diplomatiques qu'il a reçues de nos ambassadeurs de Berlin et de Madrid, et a donné son avis personnel sur la marche de ce conflit, qui aujourd'hui semble prendre fin à la satisfaction des gouvernements d'Espagne et d'Allemagne.

Le ministre de l'intérieur a rendu compte de son voyage à Marseille et à Toulon, et il a soumis à ses collègues le projet d'assainissement de cette dernière ville. Il leur a communiqué en outre les rapports des préfets sur la situation électorale.

Les ministres se sont séparés à cinq heures, ce qui explique que nous n'avons pu donner des hier soir le procès-verbal de ce conseil.

M. Allain-Targé, ministre de l'intérieur, a envoyé au préfet du Rhône des instructions lui enjoignant de prendre des mesures énergiques pour réprimer toute nouvelle tentative de désordre des anarchistes lyonnais, au cas où il viendrait à s'en produire encore.

Le ministre des affaires étrangères partira demain samedi pour Mont-sous-Vaudrey chercher sa famille.

Il passera encore quelques jours auprès de M. le président de la République.

M. Sarrien, ministre des postes et télégraphes, doit se rendre dimanche prochain à Chalons-sur-Saône pour assister, en qualité de député sortant, au congrès départemental qui doit entendre et choisir les candidats pour les élections du 4 octobre dans Saône-et-Loire.

D'après des renseignements particuliers envoyés d'Autriche à l'un des membres du cabinet, M. Lepère laisserait des mémoires sur les hommes et les choses pendant son triste passage aux affaires.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. le lieutenant-colonel Gibouin, commandant en chef le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de la Garde, décédé le 11 du mois dernier, à Hai-Phong, victime du choléra.

M. Gibouin avait trois ans de grade et passait pour un officier de grand avenir.

Le conseil municipal de Confolens (Charente), vient de décider qu'une plaque commémorative serait placée sur la maison où est né le colonel Gibouin, et que l'une des rues de Confolens porterait l'avenir le nom de Théophile Gibouin.

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces votes patriotiques.

On n'a











